

ARMÉE :

UN EXEMPLE
PRÉCIS
DES MÉFAITS
DE LA MARINE

(p.5)

LE PEUPLE 2^F BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

**POURQUOI
MEURT - ON
PLUS TÔT
EN
BRETAGNE ?**



**LE FOOT
SPORT N° 1
EN BRETAGNE**



**MAIS
QUEL FOOT
?**

(v. notre étude p.7)

Un mois dans la vie de l'Union démocratique bretonne

PLOUZANE
Travail du mois axé principalement sur le recrutement.

BREST-ST MARK - ST MARC
Réunion publique bilingue à Plougastel sur le thème de l'emploi. Organisation d'un festival de soutien au « Peuple Breton » et à « Pobl-Vreac ».

BREST-KREISKER - BREST-CENTRE
Veille du « Peuple Breton » et de « Pobl-Vreac » à la crèche, contacts avec des sympathisants de notre parti, suivi de ce que l'on pourrait appeler des activités de routine. Elles n'ont sans doute moins d'intérêt à l'organisation de l'U.D.B.

BREST-RECOURVANCE
La défense de la sécurité sociale, en commun avec les autres organisations de gauche, fut l'un des thèmes d'action de ce mois. Le 22 novembre, une réunion publique au théâtre à Kervillac.

BREST-LAMBEZELLEQ LAMBEZELLEQ
Les militants ont préparé la réunion publique du 8 novembre à Lannion ainsi qu'une réunion pour les sympathisants.

DOUARNENEZ
Réalisation et collage des 600 affiches contre la militarisation celle qui faisait la « une » du dernier « Peuple Breton ». Les militants ont aussi collé l'affiche U.D.B. « La Bretagne se vide », faisant apparaître la lien entre militarisation et exode des jeunes.

LA BRETAGNE SE VIDE!
U.D.B. BRETAGNE!
Avec le premier numéro de notre journal « Peuple Breton ».

LANUON - LANNION
Ce sont des Lannionnais qui, chaque mois, fabriquent « Pobl-Vreac », le journal en langue Bretonne de l'U.D.B.; et la section de Lannion est chaque mois aux premières places dans sa diffusion.

LANDREGER - TREGUIER
Parmi les activités des Guingampais, la formation d'un club des « Jeunes », le 6 octobre, ils se sont réunis au cours d'une journée sur le thème « Le mouvement ouvrier ».

MONTROLEZ - MORLAIX
La Foire de l'Étrange a été l'occasion d'une vente exceptionnelle de « Peuple Breton » et de « Pobl-Vreac ».

LANDERNE - LANDERNEAU
Des camarades de Landerneau se sont réunis à trois temps de l'organisation de la tournée Stivell, sous le patronage de la presse de notre parti.

KERAES - CARHAIX
Action essentiellement orientée vers l'électoral et sur la diffusion de notre presse. C'est ainsi que dans la seule ville de Carhaix, 45 exemplaires du dernier « P.B. » ont été vendus chez les marchands de journaux.

ST-BRIEG - ST-BRIEUC
Une vente massive de la presse de notre parti a été mise sur pied à l'occasion de la Foire St-Michel.

ROAZON - RENNES
Le dernier spectacle de la tournée d'Alan Stivell se jouait à Rennes. Sa préparation a absorbé une part importante de l'activité du mois.

NOUS AVONS VU, DANS CETTE DOUBLE PAGE, FAIRE VIVRE À NOS LECTEURS « UN MOIS DANS LA VIE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE ». Nous n'avons pas cherché à être complets car nous ne pouvions ici, sans nous répéter, signaler toutes les ventes, tous les contacts, tous les affichages, toutes les réunions, toutes les actions unitaires, tout ce qui fait ce militantisme quotidien, obscur mais irremplaçable, sans lequel les idées, les analyses, les mots d'ordre de l'U.D.B. ne recevraient pas dans le peuple breton l'écho qui est leur actualité.

Simplement, nous avons demandé aux responsables de nos vingt-neuf sections de nous signaler UN fait marquant dans le mois écoulé. On pourra voir que l'assemblée est assez impressionnante d'ampleur et surtout de variété et d'imagination. Pourra-t-on continuer, comme cela se fait parfois, à présenter les sections de l'U.D.B. comme figures dans une sorte de respect, (quand ce n'est pas de terreur...) devant les décisions prises d'en haut par un bureau politique inflexible?

LA CAMPAGNE SUR L'EMPLOI
La question de l'emploi en Bretagne est la préoccupation majeure de l'U.D.B., qui a amorcé une campagne d'explications et de revendications sur ce sujet, marquée par de nombreuses réunions publiques et une conférence de presse tenue à Lorient par Joël Guiguen et Bernard Le Blavec. En liaison avec cette campagne, l'Union Démocratique Bretonne prépare, à l'initiative du C.F.A.C. et en liaison avec les organisations de gauche en Bretagne, partis et syndicats, une riposte à la politique gouvernementale qui tend à instaurer le chômage et à organiser ce « réservoir de main d'œuvre » que la Bretagne doit constituer aux yeux du grand capital et du gouvernement qui en est l'expression.

ST-NAZER - ST-NAZAIRE
La campagne électorale d'Albrig Ruosen a été un effort très important pour les Nazaiziens qui s'occupent maintenant à poursuivre les contacts fructueux noués ces dernières semaines.

NAONED - NANTES-HERBLAIN
Une réunion publique est en préparation par les membres de la section qui, au mois dernier, participèrent à la campagne de notre camarade Ruosen à l'élection de Guérande.

NAONED - NANTES-STE-LUCE
Préparation des toujours faciles du spectacle d'Alan Stivell et participation à la campagne électorale de Guérande, importante pour réaffirmer l'appartenance bretonne de la Loire-Atlantique.

LA TOURNÉE STIVELL

À la mi-tempo, interventions politiques d'Alan Stivell, et Jean Guiguen devant 4.000 spectateurs. « Pour que la Bretagne vive ».

Morlaix, Brest, Quimper, Lorient, Pontivy, Vannes, Guingamp, St-Nazaire, Nantes et Rennes: du 19 octobre au 9 novembre, Alan Stivell a parcouru la Bretagne, sous le patronage du « Peuple Breton », de « Pobl Vreizh » et de « Kallha-Tr ». Sous les chapiteaux de 5000 places, le plus grand jamais planté en Bretagne, plus de 40.000 personnes auront vibré au renouveau de la musique celtique, plus de 40.000 personnes auront entendu les responsables de nos journaux expliquer à l'extrême, en Breton et en Français, le sens du combat breton socialiste.

On se représente mal, de l'extérieur, la somme de travail que représente une telle tournée: pour la première fois, les militants de l'U.D.B. ont eu en perspective l'exacte mesure et ont parfois réalisés de véritables exploits (soulagés d'ailleurs par « Le Télégramme ») pour que les spectacles se fissent, violemment tempêtés à Morlaix; à Brest, il a fallu démonter le chapiteau du terrain initial, mûlé par les pluies, et le remonter en huit heures — alors qu'il en faut normalement vingt-quatre! —

Militarisme de choc sur un terrain voisin. A Quimper, ce furent les mille tracas d'une administration renfermée par l'impact populaire et politique de la tournée qu'il fallut vaincre...

Nos sections de L'EMIGRATION

PARIS-EST
Création d'un journal de section, diffusé sur les cercles de Bretons émigrés.

PARIS-OUEST
Préparation du prospectus de Gilles Sarva, réunion publique et journée de formation: les militants de Paris-Ouest ont eu ce mois de pain sur la planche!

ROUEN
Malgré la distance, la section de Rouen a apporté un soutien physique à la campagne législative de Guérande. Les émigrés savent parfois revenir en Bretagne quand il le faut!

CAEN
La section a assuré, avec modestie, la présence de l'U.D.B. parmi les bretons émigrés, nombreux en Haute-Normandie.

DES REUNIONS PUBLIQUES EN LANGUE BRETONNE

Parallèlement à une utilisation plus fréquente de la langue bretonne à l'intérieur de l'U.D.B. (plusieurs interventions au Comité Exécutif se font en breton, avec traduction immédiate, et des sections travaillent également de cette manière) des tentatives ont été faites pour tenir des réunions publiques bilingues ou même uniquement en breton. Long Kervoas et Faïch Morvan ont ainsi parlé près de Lannion et à Plogastel-Daoulas, prouvant ainsi, si besoin était, la capacité du breton à s'adapter au vocabulaire moderne et même directement politique.

LA BRETAGNE SE VIDE!

U.D.B. BRETAGNE!

U.D.B.

Ceci VOUS concerne!

BULLETIN D'ADHESION

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Je déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Cijoint un cheque de _____ en premier versement de ma cotisation.

Signature: _____

A _____ le _____ 197 _____

Adresse du bulletin (Bretonne de l'U.D.B. - C.F.A.C. - 2673 BREST CEDEX)

1974 : UNE AUTRE RENTREE SCOLAIRE SCANDALEUSE

Des parents qui occupent des écoles, qui descendent dans la rue pour manifester, des enseignants en grève, trois ou quatre semaines après la rentrée, un conseil municipal qui menace de démissionner : voilà l'image que l'on conservera de la rentrée scolaire 1974. Elle est le reflet du maotissement grandissant des parents et des enseignants.

Il serait trop long de faire l'inventaire des postes d'enseignants non pourvus en Bretagne, des fermetures abusives de classes, de constructions reportées... La liste est longue et constitue à elle seule un véritable réquisitoire. Prenons seulement l'exemple du Finistère, où l'I.D.E. s'est associée aux autres partis politiques de gauche et aux organisations syndicales pour dénoncer, à l'initiative de la F.E.N., la situation scandaleuse de l'Enseignement Public.

MANQUE DE POSTES D'ENSEIGNANTS

Le manque de postes d'enseignants est flagrant. En maternelle à Saint-Yvy et à Brest-Quincin on entasse les enfants dans les classes à près de 80 élèves pour une seule classe dans les deux cas... pour ne citer que les exemples extrêmes, car en maternelle les cas de classes surchargées sont fréquents. Il y a des cours moyens d'une quarantaine d'élèves à Brest-Kerhalet et à Port de Bois, à Guilers et à Maris-La Baunestre des cours préparatoires ont 26 élèves alors que la norme est de 25. Dans le second degré on trouve de nombreuses classes de plus de 30 élèves et des heures d'enseignement ne peuvent être assurées faute de postes budgétaires.

Il faut déplorer le mode d'attribution des postes d'enseignants, d'enseignants en particulier, qui se fait à partir de la population scolaire totale du département sans tenir compte des réalités locales. On ne tient pas compte non plus de l'augmentation en cours d'année de la population scolaire des quartiers en pleine expansion. Ainsi à Brest-Quincin où la situation est déjà alarmante une rentrée de logements neufs voit bientôt être aménagés à Plouzané un lycée qui avait prévu 1975 il y aura quelques dizaines d'inscriptions nouvelles, on lui portera à plus de 40 élèves en effectif de classes de cours préparatoire, élémentaire et moyen.

La volonté de pouvoir de réduire les salaires et le nombre des postes scolaires mené à la fermeture abusive de classes (comme à Plouzané) ou report à Brest-Kerhalet (et) ou fermeture de classes de 21 par 3 classes de 28) à des refus d'ouverture, même quand c'est nécessaire (à Guilers il y a 24 inscrits pour une classe de quatrième qui n'est pas encore créée).

DES CREDIT INSUFFISANTS

Insuffisance des crédits annuels qui conduit à retarder la construction de bâtiments nécessaires. Ainsi le C.E.S. de Plouzané bien que prévu au programme triennal de l'Éducation Nationale n'est pas encore inscrit dans la programmation de 1975. A Landerneau le C.E.S. continue à être partagé entre les locaux de l'ancien C.E.G. et ceux du Lycée, distants de 800 mètres, entraînant des désagréments pour les élèves et les enseignants : ce C.E.S. est dépourvu de salle de langues, d'espace d'éducation physique... A Scaër, le maire réclame la construction d'un nouveau C.E.S. en dit et la destruction des locaux actuels, constructions légères qui ont été le théâtre de 7 incidents graves depuis leur installation, dernier incident en date le jour même de la rentrée scolaire une plaque de fibrociment d'une trentaine de kilos se détache et s'écrase dans la cour face au préau... Les élèves n'étaient heureusement pas en récréation.

Quant à l'insuffisance des crédits de fonctionnement, elle conduit à la fermeture d'établissements le samedi pour économiser le fuel, au détriment de l'utilisation rationnelle des locaux, d'une répartition pédagogique valable et au détriment du sport scolaire menacé de disparition, si le mercredi après-midi n'est plus libéré par les autres enseignements.

DES CONSEQUENCES DESTABILISANTES

Les conséquences des restrictions de crédits viennent s'ajouter à celles, déjà graves, du manque d'enseignants — classes surchargées, heures d'enseignement non assurées — le tout contribuant à causer un grave préjudice à l'éducation des enfants.

Les maternelles sont condamnées à vivre plus que des garderies d'un fait, alors que l'importance d'une bonne scolarisation dans les premières années de la vie s'éclaire plus à jour.

Des enseignements sont créés, surtout l'éducation physique, les travaux manuels et les disciplines artistiques : éducation physique réduite ou absente dans de nombreux lycées, C.E.S., C.E.G. Il n'y a pas d'heure de musique au C.E.S. Saint-Pol Houx de Brest. Un seul professeur de musique pour les 1600 élèves du Lycée de Harbigny à Brest, pour les 1300 élèves du lycée de Carhaix, qui en a une tout pas de professeur de dessin. Au C.E.S. de Rosperden il n'y a ni professeur de dessin, ni profes-



Classes surchargées, peu d'enseignants, les parents d'élèves en colère, à Brest, vers le début de la rentrée.

UNE POLITIQUE VOULUE

C'est d'abord plus scandaleux que les maîtres sans emploi ne manquent pas 234 normaliens et remplaçants sans poste dans le Finistère. De nombreux maîtres-auxiliaires sont réduits au chômage, d'autres se voient offrir des demi-postes à 750 francs par mois, souvent loin de leurs foyers dans des disciplines différentes de leur spécialisation. C'est particulièrement dramatique dans une région où de nombreux étudiants s'orientent vers les métiers de l'enseignement, compte tenu de la faible industrialisation du pays.



À Quimper, on achève des immeubles qui ne sont pas prévus, sur le plan scolaire, pour l'année de rentrée.

Cet ensemble de faits, auquel il faut ajouter l'augmentation des frais de scolarisation (livres, transports, fournitures générales...) à la charge des familles (+ 18,7% en un an estime l'Association Syndicale des familles) est en évidence le volonté du gouvernement de sacrifier le système éducatif, en tant que service public gratuit. Une telle politique contribue à aggraver la ségrégation sociale, car elle touche d'abord les enfants des familles modestes, déjà sévèrement frappées par l'inflation générale du coût de la vie. Cette politique met

LES JEUNES ET LE MERCI DU PATRON

car elle permet d'organiser la sortie de l'école à partir de la cinquième, en appuyant sur les retards scolaires qu'elle contribue à créer et contre lesquels on refuse de prendre des mesures efficaces, et devant l'insuffisance de la formation professionnelle de l'enseignement public, entreprenne elle aussi par le pouvoir, bien des jeunes n'ont d'autre solution que de s'adresser aux Centres de Formation accélérée patronaux, bien souvent financés par des fonds publics au détriment des écoles techniques de l'enseignement public.

UN FEU DE FIDELITE !

Pas à notre situation on aurait pu penser que l'administration (traité provisoire d'un peu de budget, l'Y a pas de loi, puisque le Budget d'Académie a jugé que la rentrée s'est effectuée dans des conditions assez satisfaisantes, au vu tant de ses propres informations que de celles relayées dans la Presse. Il faut croire qu'il est bien mal informé et qu'il ne lit pas la presse spécialisée régionale, qui a fait largement echo aux problèmes de la rentrée. Quant aux représentants Finistériens de l'I.D.E. (jugant sans doute que le meilleur moyen de se défendre contre les accusations portées contre la politique faite par leurs représentants, est d'attaquer), ils constatent la représentativité des Conseils de parents d'élèves : ils sont bien venus de se poser en défenseur de l'école démocratique, non des représentants à l'Assemblée Nationale sont élus avec deux fois moins de voix que celles nécessaires à l'élection d'un député de l'opposition.

ET NOTRE LANGUE ?

Comment oublier que nous sommes en Bretagne et que le sort réservé, dans l'enseignement public français, à notre langue, à notre histoire, à notre culture, est toujours aussi misérable. La rencontre entre les délégués de Défense et Promotion des Langues de France (D.P.L.F.) et le représentant du Ministère de l'Éducation, a fait apparaître clairement que le ministre n'a pas l'intention de prendre quelque mesure que ce soit, ni en faveur de l'enseignement de la langue bretonne, ni pour organiser des stages de formation de maîtres. On est encore loin des revendications minimales formulées par notre parti. Cette situation est d'autant plus scandaleuse que de nombreux jeunes bretons aspirant de plus en plus, à apprendre la langue que chantait Overney, Stivell, Servat et bien d'autres.

J.J. PERON

ENCORE L'ARMEE UN CAS PRECIS!

LES FAITS

Eh oui ! Encore l'armée. C'est vraiment le sujet à la mode, et on pourrait croire que l'I.D.E. se contente de s'inscrire à cette mode pour être « dans le vent » : avant d'espérer le précédent et du Peuple Breton et les différentes interventions au cours de la tournée Stivell. Voyons les choses d'un peu plus près cependant. Effectivement, donc, l'armée est à la mode, surtout à gauche, et plus encore chez les gens globés (suave). Il faut dire que l'armée traite actuellement la plus belle liste de griefs qu'un démocrate peut faire à un organisme d'Etat, et que l'action d'obscureté de conscience plus de militaires incultes a permis de mettre en lumière. On dénonce la mentalité de l'armée, son abrutissement et son inadaptation à l'égard des jeunes recrues, on pose le problème du service militaire pour les uns, national du service militaire pour les autres, de son utilité réelle

CONCLUSIONS

s'efforcera de contribuer. Mais il y a encore un autre problème, qui est très important et qui exige une action dans l'immediat, c'est l'aspect sécuritaire ou destructeur de l'armée pour son environnement, en particulier culturel et économique : le cas du Larzac, le cas de Châlons et de Quincin, qui l'on peut émettre en fait à la Bretagne comme le 1^{er} président du Peuple Breton nous le montre. Cet aspect qui n'est pas risé par les anti-militaristes doit un peu de parler, les dépassent pourtant largement car il est directement sensible à l'extérieur de l'armée, il soulève des réactions et de plus en plus d'adhésions et une action véritablement populaire, lui la réponse est claire, elle est nette, elle exige une action, et une action qui soit énergique. Non à l'armée. Cet aspect fait partie intégrante du problème breton, comme un fait assez récent (à peu près) vient de nous le montrer.

Le Télégramme du 9 octobre titre dans la page de Brest : « Brest aurait dû abriter l'école nationale d'application de travaux sous-marins mais l'opposition de la Marine Nationale a fait couler bas le projet ». On venait en effet d'apprendre officiellement que l'école en question allait à planter à Marseille, alors qu'il était plus que probable jusqu'à ce moment qu'elle s'installerait à Brest. Il s'agit d'une école qui, comme son nom l'indique, formera ses élèves à la plongée et au travail sous la mer, et qui aura donc, du fait de l'importance actuelle de la mer sur le plan économique (notamment des fonds sous-marins, en particulier le pétrole) une dimension hexagonale et même européenne. La Marine Nationale a invoqué la présence de la base de sous-marins nucléaires de l'île Longue qui serait incompatible avec la présence d'éléments étrangers dans cette école, eux-mêmes, incontrôlables, etc. Bref, le projet breton a été enterré sans sourcilier par le gouvernement.

Certes il n'est pas question, pour nous, d'exagérer l'importance d'une telle installation, mais il n'y a pas abondance en matière de création dans la région bretonne et on ne ferait guère les difficultés à l'égard d'un projet qui offre l'avantage, par rapport à ce qu'on nous a proposé jusqu'ici, de ne pas avoir d'inconvénients (vis-à-vis de la pollution, par exemple). La chose est en un peu résumée ici mais cela ne nous empêche pas de tirer des conclusions.

Premièrement :

Notons tout de suite l'importance de l'intervention de l'armée, ici Marine Nationale, dans cette affaire. Il a suffi que le projet lui déplaise quelque peu pour qu'il ne soit plus question de penser, ce qui nous montre l'autorité et la responsabilité qu'elle a dans les affaires de l'armée. Dans ce cas précis, sa responsabilité est entérinée, car les autres éléments du dossier étaient favorables à Brest : terrain gratuit, construction prise en charge par organismes bretons et collectivités locales, présence du C.O.B. du C.H.L. et surtout conditions nautiques idéales, ajoutons à cela l'approbation du Syndicat National des Entrepreneurs des Travaux Immergés (S.N.E.T.I.). Mais tout cela n'a rien compté dans la balance sur le poids des inévitables de la Marine Nationale. Nous pouvons donc constater une fois de plus que l'armée n'apporte que très peu de choses à l'économie d'une région (même si ce très peu de choses est directement palpable par une certaine catégorie de gens) par rapport à ce qu'elle empêche ou détruit (à plus longue échéance et de façon moins visible).

Deuxièmement :

En posant un peu l'étude de cette affaire, qui n'est pas la première du genre (ni la dernière, malheureusement), on peut voir que cette Marine Nationale se désintéresse totalement de l'avenir économique de la Bretagne et en particulier de la rade de Brest, voire que celle cherche à renverser la situation de l'école à Brest, plus commodément selon ses besoins, qui ne sont pas les nôtres. Car la rade pourrait être une base très intéressante pour une des activités économiques modernes entraînant toute la région de Brest, mais comme des qui est question d'installation en bordure de rade, il y a veto de ces messieurs à ce sujet, nous pouvons dire adieu à l'aménagement portuaire, à la recherche sous-marine, etc. de ne pas avoir d'inconvénients (vis-à-vis de la pollution, par exemple). La chose est en un peu résumée ici mais cela ne nous empêche pas de tirer des conclusions.

Troisièmement :

Nous sommes en droit de nous révolter face à de tels faits, car c'est vraiment à la bâtie en uniforme que nous avons affaire. Dans l'argumentaire utilisé, tout repose en effet sur le risque d'espionnage (bien que les déclarations des autorités militaires). « Présence possible de stagiaires étrangers, impossibilité de contrôler les lieux d'attribution ». Comme si l'île Longue n'était pas assez connue des États-Majors étrangers, comme si sa construction et son état actuel n'avaient pas été photographiés sous toutes les coutures par avion (on sait le degré de perfectionnement que a atteint la photographie aérienne de nos jours), et par satellite, tels que Skylab et les autres (il est vrai qu'ils n'ont pas le droit), comme l'a dit un jour un vieux militaire à une recrue de la Marine.



Quatrièmement :

(En dehors du sujet mais important tout de même). Démarrons encore l'électoralisme droitier. « Votez pour un candidat du gouvernement, vous êtes plus sûrs de voir vos revendications satisfaites, car il y aura accord entre l'État et le pouvoir ». Faisons avec ce message. Là où les gens votent à droite le gouvernement laisse les situations se détériorer sans rien faire ; là où la gauche est forte, il s'efforce de cogner des votes (affaires) qui était très mal placés au départ pour accueillir cette école. Finalement c'est par une action politique. Or le maire de Marseille, et un certain Gaston Defferre. Déjà Le Havre, ville dotée d'une municipalité et de nombreux élus communistes, avait accueilli le port pétrolier promis à Brest.

Vendredi 11 octobre :

1^{re} page du Télégramme : « M. Giscard d'Estaing à l'île Longue le 7 novembre ». Il paraît que M. Giscard d'Estaing est favorable au changement dans l'armée comme ailleurs, c'est-à-dire un petit peu mais pas trop. Effectivement il va donner un petit peu plus de liberté (il peut) un petit peu plus d'égalité, un peu moins de bombes, il n'y aura pas d'armée de métier encore : on va améliorer un petit peu la condition militaire (ici, contrairement cette fois à l'information du Télégramme, il faut savoir que la ration de finances prévues l'est essentiellement pour le personnel de carrière 200 millions de F. en tout, 80 millions de F. pour les appelés). Mais si M. Giscard d'Estaing a fait fort peu de choses au sujet des problèmes généraux de l'armée, évoqués au début de cet article, il est très net qu'il n'a rien fait, qu'il n'a rien dit à propos de cet aspect qui nous tient tant à cœur, c'est-à-dire l'ouverture sécuritaire de l'armée, surtout en Bretagne. Sa venue à l'île Longue est au contraire une nette approbation du processus qui vise à la mort économique de la rade de Brest, une nette approbation aussi donc de la tenue militaire que nous dénonçons dans cette fois, le voyage présidentiel soit purement militaire et qu'il recherche pas une approbation de la part de la population bretonne aussi mince tutelle. M. Giscard d'Estaing ne s'est montré délibérément opposé aux travailleurs bretons et pas disposé du tout à les écouter. C'est dommage, les travailleurs d'ici ont bien des choses à lui dire, on serait tout venus pour accueillir Giscard, à la gare.

Jean Roudaut

Prêt à Porter Féminin A BREST

Toute la ligne féminine

Yann Bortolone

SPECIALISTE
GRANDE
TAILLE

255 Rue Anatole France
4. Moulins

3 Rue Saint-Marc
3. Rue d'Uclay

POURQUOI MEURT-ON PLUS TÔT EN BRETAGNE ?

Des études très récentes viennent éclairer un aspect du problème breton que l'on a souvent le tort de laisser dans l'ombre : le mauvais état de santé de la population bretonne et sa forte mortalité, malgré la quasi-absence d'industrialisation. Nous analysons d'abord le phénomène avec rigueur, avant d'essayer de l'expliquer, car il est étonnant. En bref, alors qu'un Français moyen peut espérer vivre, en moyenne, 71 ans, l'espérance de vie est de 68 ans en Bretagne, malgré un agrément naturel que les visiteurs étrangers se plaisent à reconnaître à notre pays (1). Les statistiques françaises le confirment : pour les deux sexes... la Bretagne et le Nord figurent toujours en queue de peloton

B) L'ALCOOLISME

L'ampleur du mal est bien connu des Bretons. La bibliographie montre que le problème ne se pose nulle part ailleurs d'une telle façon.

Les décès par alcoolisme (personnes de 55 à 95 ans)

Régions de tête :

Bretagne : 11,98 p. 1000
Basse-Normandie : 9,23
Haute-Normandie : 8,52
Moyenne française : 4,92

C) LA SURMORTALITÉ PAR MALADIE

La faible espérance de vie des Bretons correspond aussi à une mortalité recotée par maladie (carte 3). En utilisant les statistiques de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) portant sur l'année 1971, on peut avoir une idée précise du phénomène dans le Finistère à partir d'un tableau correspondant aux morts dues à des maladies respiratoires, à l'appareil circulatoire, aux tumeurs et aux autres maladies. Chaque région a reçu pour chaque cas, un nombre de points de 1 à 4 selon l'importance de la maladie étudiée dans l'ensemble des décès (moyenne française : 2). Le résultat est sans équivoque : avec 46 points, la Bretagne devance encore le Nord (45), la Basse-Normandie (43), la Lorraine, tandis que

DES RAISONS PARTICULIÈRES

A) UNE ANOMALIE APPARENTE

Le carte de l'espérance de vie (par région) montre que le tiers-nord de l'Hexagone — région parisienne incluse — est de surmortalité. Par contre, les autres régions de forte mortalité sont des régions fortement industrialisées (Nord, Lorraine, Alsace) soit le territoire de Belfort, la faible espérance de vie est — la contrepartie de l'industrialisation et de la richesse du site aggloméré. Or la Bretagne est la seule région de faible espérance de vie qui ne soit pas une région industrialisée. Elle est même la seule région à non industrialisée à connaître une mortalité supérieure à celle des régions industrialisées, sans avantage compensatoire.

B) LA FAIBLESSE DU NIVEAU DE VIE

La carte 4 représente les différences régionales du revenu moyen par ménage (4). Il apparaît clairement que toutes les régions où la durée moyenne de la vie est courte sont des régions de niveau de vie élevé ou assez élevé.

malades. De plus, on comprendrait mal que le climat humide et frais favorise les maladies, donc la mortalité et que l'on meurt plus tôt en Bretagne tout simplement parce que les maladies des voies respiratoires sont plus nombreuses. En fait, d'autres maladies, sans origine climatique, font en Bretagne plus de victimes qu'ailleurs (tumeurs, aggravaire circulatoire) et la Normandie, la Picardie, l'Alsace, où le climat est plus humide encore, souffrent moins de ces

rencontre aussi, à un autre degré, dans l'ensemble du tiers-monde. Le chômage, dès lors, devient catastrophique, synonyme

de l'émigration forcée, d'abandon de ses biens et de son milieu.

PAS UN PROBLÈME REGIONAL

Cette brève étude confirme que le problème breton n'est pas un problème régional français. Contrairement aux régions voisines, la surmortalité n'est pas due à l'industrialisation mais à son absence. L'Alsace n'est pas (ou à une production locale, comme en Normandie et en Alsace, mais à un malaise psychologique

ment pas soigner tous ses malades. Aussi un plan de rattrapage s'impose-t-il, mais il ne suffit pas à résoudre le problème de fond : si le breton meurt 3 ans plus tôt que les autres, c'est parce que son pays est sous-développé, que le vieil est difficile et que la machine est lourde sur l'économie bretonne entraine une

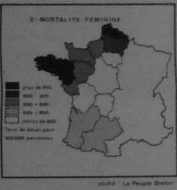
1) LE PLUS MAUVAIS ETAT SANITAIRE DE L'HEXAGONE

A) UNE ESPERANCE VIE FAIBLE

La carte 1 figure la durée moyenne de la vie par région (2). Seule le petit région du Nord (Nord et Pas-de-Calais), en raison du travail à la mine et des métiers d'une surindustrialisation ancienne, connaît une durée inférieure : 68 ans et 9 mois, contre 69 ans et 4 mois en Bretagne. Les 20 autres régions de programmes officielles ont une espérance de vie sensiblement plus forte : 71 ans et 7 mois dans les Pays de Loire, 72 ans et 3 mois dans la région parisienne, plus encore dans 8 autres régions.

not, comme ailleurs, dans les 15 derniers ans. Mais l'écart avec la moyenne française n'a pas diminué : le département breton le plus mal classé en 1956 avait une espérance de vie masculine de 2,2 ans inférieure à la moyenne. Aujourd'hui, cet écart négatif est passé à 3,8 ans, ce qui traduit en même une aggravation relative de la situation.

D'une façon moins frappante, les femmes bretonnes sont également victimes d'une surmortalité par rapport aux autres de l'Hexagone. En 1952-56, Mor-Bihan, Ille-et-Vilaine et Côtes-du-Nord se sit-



Pour les hommes pris isolément, la durée moyenne de la vie est beaucoup plus brève encore, comme le montre le tableau ci-dessous :

- Période 1967-1969 : départements à plus courts vies moyennes (hommes) :
- 1) Mor-Bihan : 63,7
 - 2) Côtes-du-Nord : 64,4
 - 3) Pas-de-Calais : 64,6
 - 4) Haut-Rhin : 64,6
 - 5) Finistère : 65,1
 - 6) Nord : 65,1
 - 7) Ille-et-Vilaine : 65,7
 - 8) Loire-Atlantique : 65,7
- Moyenne française : 67,5 (sur 95 départements).

tuent dans les départements les plus mal lotis (68,2, 68,4 et 69,1 ans d'espérance de vie masculine). En 1967-1969, malgré une amélioration, ces 3 départements se trouvent encore dans les 10 premiers, avec entre 72,7 ans et 74 ans d'espérance de vie, la moyenne française étant passée, pendant ce temps, de 70 à 75 ans (carte 2).

L'écart entre la durée moyenne de la vie des hommes et celle des femmes est aussi beaucoup plus importante qu'ailleurs. Les facteurs de surmortalité n'étant pas neutres et ne touchant pas de la même façon les hommes et les femmes, l'écart étonne que l'on trouve en Bretagne révèle l'influence des mauvaises conditions de vie et de travail sur la mortalité bretonne.

Ecart de la durée moyenne de la vie entre les 2 sexes (1967-1969) :

Département	Ecart de durée
1) Finistère	9,6 ans
2) Côtes-du-Nord	9,6 ans
3) Mor-Bihan	9,0 ans
4) Meuse	8,6 ans
5) Loire-Atlantique	8,6 ans
6) Calvados	8,6 ans
7) Pas-de-Calais	8,4 ans
8) Ille-et-Vilaine	8,3 ans
9) Haute-Normandie	7,5 ans

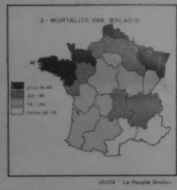
Moyenne française : 7,5 ans

Une fois encore, il apparaît sans équivoque que la Bretagne connaît le plus fort écart de durée de vie entre les hommes et les femmes. De quelque façon que l'on examine les chiffres, les Bretons meurent plus tôt que les autres. Il est évident que l'alcoolisme joue un rôle important dans ce fait.

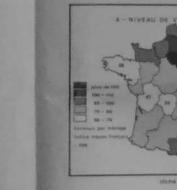


18 régions sur 22 totalisant moins de 20 points, comme l'indique la carte 3. Si les Bretons meurent plus tôt que les autres, l'alcoolisme est en cause mais aussi la faiblesse des conditions de vie, plus faibles que dans les autres régions.

On voit que le mauvais état sanitaire est l'un des signes indubitables du sous-développement. Cela se vérifie dans le tiers-monde, et à un degré moindre, dans les régions jeunes de l'Europe. Il ne s'agit pas, comme certains le disent, d'un manque d'hygiène et de soins (6) à l'ignorance, la mortalité infantile est faible chez nous (dans le tiers-monde des régions de l'Hexagone), surtout alors que les adultes sont si vulnérables ?



La Bretagne figure à l'avant dernier rang pour le niveau de revenu moyen familial, alors qu'elle figure au premier rang pour la mortalité, l'alcoolisme et la mort. Il y a là une corrélation évidente. La surmortalité est le résultat des mauvaises conditions d'existence. Si les faits sont catastrophiques, les causes ne le sont pas moins. Ce sont les conditions de travail, l'insécurité permanente de l'emploi, les difficultés énormes pour accéder à la société de consommation que l'on voit prospérer ailleurs qui expliquent la faible résistance face à l'alcool de même que le grand nombre de décès dus aux maladies cardiaques.



profond, décalé par les psychologues de l'Hôpital Gourmelon de Quimper. L'importance de la mortalité par maladie n'est pas due à l'absence de médecins ou à l'ignorance des règles élémentaires de l'hygiène mais à des conditions de vie particulièrement dures. La mortalité par accident n'est pas due, comme ailleurs, à une circulation impossible mais aux conditions d'existence qui imposent des déplacements longs et fatigants, les professions, elles-mêmes, s'évaluent souvent plus pénibles (recueil d'accidents du travail). Ces faits sont aggravés par le sous-équipement sanitaire grave de la Bretagne, cartographié par « Le Monde » (23 septembre 1974) : au 17e rang sur 22 pour les médecins, au 15e pour le nombre de lits d'hôpital, avec un record de vétusté. La Bretagne ne peut évidem-

C) LE SOUS-DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Ce déséquilibre collectif s'explique par la situation économique et sociale ambiantes en Bretagne, d'une agriculture, peu à peu ruinée par les lois du marché capi-



profond, décalé par les psychologues de l'Hôpital Gourmelon de Quimper. L'importance de la mortalité par maladie n'est pas due à l'absence de médecins ou à l'ignorance des règles élémentaires de l'hygiène mais à des conditions de vie particulièrement dures. La mortalité par accident n'est pas due, comme ailleurs, à une circulation impossible mais aux conditions d'existence qui imposent des déplacements longs et fatigants, les professions, elles-mêmes, s'évaluent souvent plus pénibles (recueil d'accidents du travail). Ces faits sont aggravés par le sous-équipement sanitaire grave de la Bretagne, cartographié par « Le Monde » (23 septembre 1974) : au 17e rang sur 22 pour les médecins, au 15e pour le nombre de lits d'hôpital, avec un record de vétusté. La Bretagne ne peut évidem-

déshumanisation toujours plus grande des conditions de travail.

J.J. Monnier

- 1) Population et Sociétés (sept. 1974) : « L'état régional de la mortalité »
- 2) Dans les cartes et statistiques, il a été possible de rendre à la Bretagne et à l'Alsace leurs dimensions historiques.
- 3) No 75 - 25 février 1974.
- 4) Initiation aux faits économiques et sociaux - Collection Marthe-Nathalie.
- 5) « Les chiffres-clés de la Bretagne » - Préfecture de Nantes.

Mad'Laines
BIRBOWA STEMM

Mme Y HERRY
18 Rue de la PORTE 29200 BREST
Tel. 45.00.68

Radio - Télévision

RADIODIA - LA VOIX DE SON MAITRE

MONTAGE D'ANTENNES
Individuelles & Collectives
Dépannage toutes marques

Jean-François LE GUILLOU

36, rue du Maréchal Leclerc
56 - VANNES

TELEPHONE 66.36.87

KABIGS, CABANS, MARINIERES,
DUFFES-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR
247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tel. 44.75-69

le gouvernement pour réajuster ce taux qui devrait normalement être d'au moins 12 %.

Au cours des 20 dernières années, les loyers des logements anciens ont évolué 6 fois plus vite que les salaires. Dans une ville comme Vannes, les prix couramment appliqués dans les agences immobilières sont les suivants :

F 2 : 320 F
F 3 : 420 à 450 F
F 4 : 480 à 700 F
F 5 : 645 à 1 000 F.

Ces chiffres ont été relevés le 28 juin sur le tableau d'une agence dans le centre-ville. A ces prix, s'ajoutent une caution s'élevant à deux mois de loyer, les frais de bail (honoraires, taxes diverses...), et, bien entendu, les charges.

Stagnation et régression de la construction sociale

La charge-logement atteint ainsi un niveau de plus en plus insupportable pour de nombreuses familles. Si, en moyenne, les loyers H.L.M. sont deux à trois fois moins élevés que dans les autres catégories de logements, on constate néanmoins une faible progression de cette construction et même une régression entre 1970 et 1973. C'est ainsi que l'on passe ici au stade de construction

IL FAUT AGRANDIR L'ILE LONGUE !

En publiant le mois dernier la carte complète des installations militaires dans notre pays, nous vous avons signalé les erreurs ou omissions que vous y pourriez constater.

Il est, déjà, une lacune importante, que ces lignes vont généralement combler. En effet, l'annuaire alphanumérique de mai-61 à Saint-Fiacre-Garvez nous fait savoir que la base de sous-marins atomiques de l'île Longue, dont vous n'avez sûrement jamais entendu parler avant la parution de notre numéro d'octobre, va devoir être sensiblement étendue.

Pourquoi ? C'est très simple : vous n'ignorez pas qu'il a récemment fallu à leur marine nationale tirer 193 obus pour couler le croiseur cypriste « Amersens », chargé de dynamite. Or, la base de l'île Longue n'est pas seulement destinée par une escouade de chiens de berger et de quartier, mais aussi et surtout par une dizaine de canons identiques à ceux qui ont récemment permis d'envoyer par le fond le navire cargo, ainsi que nous en informait l'agent double sino-gaumatique qui vient de se faire engager comme barman au cercle naval de Brest.

Comme l'hypothèse d'une probable attaque de l'île Longue par une flottille de chalutiers soviétiques n'est toujours pas écartée, et que si 193 obus suffisent à venir à bout d'une épave sans équipage, il en faut bien plus pour faire échouer à une seule des unités-perforées, il est apparu à l'évidence que les locaux de la base actuellement existants étaient trop exigus pour permettre le dépôt de tous les projectiles indispensables afin de répondre efficacement à une éventuelle agression.

Selon les plus sérieux calculs effectués par les services que, dans la marine nationale l'on qualifie ordinairement de compétents, la base de l'île Longue devra par conséquent être étendue au moins jusqu'à Crozon, probablement jusqu'à Landevennec (en... pardon, c'est déjà fait) et peut-être même jusqu'à Dinard et Plomodiern. Dans ce cas, toutefois, deux problèmes vont se poser, car notre infanterie (« Route des Armées », comme on disait en 60, et TOC pour la marine) projette déjà d'aménager un terrain dans la première de ces deux communes, et à Plomodiern existe aussi un camp de l'armée de terre dont l'extension est elle-même prévue. C'est pourquoi, si les marins diaboliques que l'on prête aux armées qui nous gouvernent devaient être mis à complète exécution, l'U.D.R., avant-garde des masses laborieuses de nos villes et de nos champs, ne se ferait pas sans être au côté de tous les travailleurs des caennais, en juste lutte pour la sauvegarde de leur outil de travail et de leur emploi menacés par le colonialisme marino-atlantique.

Affaire à suivre, vous pensez bien ! Jean Le Roux

QUAND LA BRETAGNE FUT PRIVÉE DE TÉLÉ

UN SONDAGE APPORTE DES REVELATIONS ET DES CONFIRMATIONS

Février 1974, l'émetteur de Roch-Tréduon est saboté. Les millions de personnes sont brutalement privées de télévision. Le terrain était libre pour les sociologues à qui ne se présenterait pas souvent l'occasion d'observer toute une population en crise de manque.

Les premiers travaux sur ce sujet commencent à être connus. L'un d'eux a été réalisé par M. Léon Métyer qui, dans les semaines qui ont suivi l'intéressant s'est livré à une série de sondages auprès d'un échantillon de 530 personnes, personnes représentatives, selon les critères de l'INSEE, de la population de la région bretonne (1).

telle qu'elle est donnée par la télévision :
- 3) mis à part quelques individus, l'absence de TV n'a pas provoqué chez les personnes interrogées ou dans leur milieu une recherche de loisirs collectifs, anciens ou à inventer. Le sentiment de manque ou d'ennui a dominé.
- 4) l'absence de télévision a surtout été ressentie chez les personnes âgées qui se sont trouvées dans la plupart des cas dans une solitude que rien n'est venu atténuer.

DES LECONS A TIRED
L'interruption des émissions fut-elle trop brève pour influencer durable-

ment ? Aucune, moins de 10 minutes, de 10 à 20 minutes, plus de 20 minutes.
Voici les réponses (en pourcentage) de l'ensemble de l'échantillon :
- aucune 43 %
- moins de 10 21 %
- de 10 à 20 23 %
- plus de 20 11 %
- sans réponse 2 %
Même si l'on peut faire des réserves sur la forme de la question et sur celles des réponses, des constatations sont à faire :
- un fort pourcentage refuse d'avoir chaque jour des émissions en breton. Mais cela veut-il dire qu'ils trouvent également expédies les 3 minutes hebdomadaires et la demi-

DES DIFFERENCES SELON LE SEXE ET L'AGE

Des renseignements complémentaires sont apportés par les courbes tracées par M. Métyer qui notent les variations des réponses par sexe et par tranches d'âge (Graphiques).

Deux constatations s'imposent :

1) Si les courbes sont parallèles pour les hommes et pour les femmes, les pourcentages diffèrent. Les femmes sont beaucoup plus nombreuses à refuser toute place honorable à la langue bretonne. Elles se trouvent, à l'opposé, moins nombreuses à demander plus de 20 minutes d'émission quotidienne.

2) Les hommes les plus jeunes et les plus âgés se retrouvent pour demander le maximum de temps pour le breton à la télévision, et ce sont les catégories d'âge situées entre 25 et 65 ans qui sont les plus indifférentes, sont les plus opposées à la cause de la langue bretonne.

Après la guerre terminée en un sondage pourtant rapide et limité l'histoire de la langue bretonne présente une génération :

- La plus grande dépendance des femmes à l'égard des phénomènes sociaux. Le progrès passant par l'abandon du breton, elles n'ont vu pas l'utilité pour elles ou pour leurs enfants.

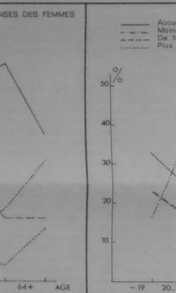
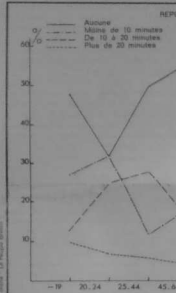
- Les réurgences de la seconde guerre mondiale au cours de laquelle quelques nationalités bretonnes ont en collaborant avec les nazis, jeté le discrédit sur toute la langue. Il est significatif de voir que la pointe de la courbe représentant le refus d'une augmentation des émissions se situe chez les hommes et les femmes de 65 ans, ceux-là mêmes qui ont été le plus marqués par la guerre.

- La nostalgie des personnes âgées qui veulent retrouver le petit écran, leur principale distraction, l'image de la Bretagne de leur jeunesse.

- Et enfin, la volonté des plus jeunes, de 20 à 25 ans, de voir la langue bretonne trouver une bonne place chaque jour à la télévision.

Après le grand vide de la guerre, la prise de conscience de la nécessité de se battre pour la langue et la culture bretonnes s'accroît. On le savait. L'intéressant de Roch-Tréduon aura au moins servi à le faire prouver par un sondage.

K. FERREVAL



LOGEMENT

LA SITUATION DES LOCATAIRES ET LES LOYERS

Suivant la date de construction, d'autres dans les lieux, le confort, le niveau géographique, le nombre d'habitants dans les communes, etc., il existe actuellement trois grandes catégories de locataires :

- Les H.L.M. ;
- L'habitat ancien encore réglementé ;
- Le secteur de droit commun (neuf et ancien).

Locataires	Effectifs (en milliers)	Proportions (en % des ménages)
d'un logement H.L.M. d'après le foyer reste soumis à la loi de 1948	1 565	9,5
d'un logement H.L.M. dont le loyer est libre (droit commun)	2 443	14,9
fermiers, métayers sous-locataires, locataires d'un logement loué meublé autres locataires	1 180	7,2
Ensemble des locataires	7 234	44,1

Cependant, quelle que soit la catégorie, les locataires ont le même souci : le prix du loyer et son évolution.

Un indice loin de la réalité.

La charge-logement (4,92 %), inscrits dans l'indice officiel du coût de la vie est loin de correspondre à l'effort entrepris par les travailleurs pour se loger. L'indice établi par la C.G.T. situe la charge-logement à 16,80 %, en moyenne. Quant à l'enquête INSEE de 1970, elle montre une fois encore que cette part est en réalité de 9,6 % pour les locataires et de 12,9 % pour les actionnaires. Qu'attend

CARTE DES MOUETTES
GUINÉE À LA PÊCHE
PORT DE COMMERCE
BREST - Tél. 44.33.21

109 000 H.L.M. locatives contre 125 900 en 1972. La construction sociale est ainsi sacrifiée au profit des promoteurs privés et à certaines familles aux ressources modestes peuvent se loger dans de conditions décentes, ce n'est certes pas grâce aux efforts de l'Etat, lequel a porté le taux d'intérêt des prêts accordés aux organismes d'H.L.M. de 1 % à 2,95 %, et réduit leur durée de 5 ans (de 45 à 40 ans). Au fond, rien d'étonnant à cela quand on sait que le secteur H.L.M. a toujours été un secteur concurrentiel pour les affaires de l'immobilier et que les bords des U.D.R. et Indépendants au Parlement ont compté jusqu'à 60 Administrateurs de Biens !

Au-delà des statistiques et des sondages, qu'il est certes intéressant d'analyser, la politique sociale de l'habitat que tous les locataires désirent, doit être en grande partie entre leurs mains. Il leur appartient en se groupant massivement ou sein de leurs associations, de la modeler suivant leurs besoins. Pierre Ezoinou

SPECIALISTE DU VÊTEMENT BRETON

DILHAD BREIZH

7, rue des Chapeliers - LANNION

KABIGS - DUFFLE COATS
CABANS - MANTEAUX
VESTES 3/4 - PULLS MARINS

LA MAISON DU KABIG

8, rue Pont Notre-Dame - MORLAIX

15, rue du Couédic - LORIENT

PRIX - QUALITÉ - CHOIX

— Débroussaillage
— Nivellement
— Terrassement
— Pelouses
— Plantations
— Murets - Dallages

PARCS ET JARDINS

Y. CARADEC
PLOGARNEVELIN
89.30.13

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

SOMMAIRE

PAGE 2, PAGE 3 :

UN MOIS
DANS LA VIE
DE
L'UNION
DEMOCRATIQUE
BRETONNE

PAGE 4 :

UNE RENTREE
SCOLAIRE
COMME
LES AUTRES ?

PAGE 6 :

LE PARTI
COMMUNISTE
ET LA BRETAGNE

PAGE 7 :

CHRONIQUE
DU LOGEMENT

PAGE 11 :

LE PROBLEME
BRETON
DE BREST A NANTES

PAGE 13 :

LES BRETONS
SANS TELE

PAGE 14 :

CHRONIQUE
DES PEUPLES
OPPRIMES

PAGE 15 :

COURRIER
DES LECTEURS



Edito

A Ancenis, les ouvriers de Brault et Foucheux se mettent en grève pour garder leur patron.

A Brest, les manutentionnaires du port de commerce s'unissent pour se dresser, aux côtés de leurs patrons, contre les dockers en grève.

A Lorient, les ouvriers de chez Le Béon arrêtent le travail pour exiger le départ d'un de leurs camarades, syndicaliste.

Voilà qui paraît bien gênant pour ceux qui (c'est notre cas) ont fondé leur analyse de la société et leur combat politique sur le constat de l'existence des classes sociales, de leur antagonisme et de la domination présente des capitalistes. Voilà, nous dit-on, la preuve que la collaboration des classes peut être « harmonieuse » et qu'ouvriers et patrons peuvent s'unir pour le bien de l'entreprise.

Doit-on taire ces faits ? ou se garder de les rapprocher, les regardant chacun comme une aberration, une exception qui ne remet pas en question la règle générale ?

Une crise de l'emploi d'une gravité exceptionnelle, qui n'a sans doute pas d'équivalent en Bretagne (1), intervenant sur un terrain où le chômage et la peur de l'exode

existent à l'état endémique, où les mentalités sont encore soumises à des pesanteurs d'un autre siècle, où l'Eglise, même si son visage évolue, empêche bien des libérations, et l'explication de certains comportements apparaît.

Ce qui s'est passé à Lorient, chez Le Béon, est en ce sens exemplaire, même si l'exemple frôle ici la caricature.



... Sur les ateliers Le Béon à Lorient

Dans ce conflit pour l'implantation d'un syndicat C.G.T., qui oppose ce patron chrétien à un prétre-ouvrier, il faut dépasser l'aspect « guerre de religion à l'intérieur de la religion ». On sait (l'Irlande est proche !) le genre d'oppositions que cache une telle présentation des faits ; alors voici :

Des ouvriers, dont plusieurs sont des anciens des forges d'Hennebont et qui savent donc ce que signifie le chômage et la recherche d'un emploi quand on n'est plus tout jeune, traumatisés par l'idée qu'on pourrait troubler cette sorte de tranquillité qu'ils ont enfin trouvée.

Un patron dont le paternalisme satisfait confine à l'imbécillité « chez moi, pas de lettre de licenciement, mais un entretien cordial dans mon bureau » confie sans rire cet humaniste délicat.

Un appel massif à la religion catholique dans ses aspects les plus archaïques et obscurantistes : la C.G.T. est présentée comme le diable, et le chapelier que M. Le Béon porte sur lui pendant le vote ou comité d'entreprise permettra l'exorcisme. « Les sept enfants de mon frère, dit-il à l'envoyé spécial du Monde, prient tous les soirs pour que l'ordre règne dans mes ateliers ; c'est une force que n'ont pas mes adversaires. Il y a des commerçants de Lorient qui disent leur chapelier pour nous tous les soirs ».

Le Béon, c'est Maunoir, et, comme Maunoir, ce chrétien sait utiliser la terreur. Comment expliquer que les quarante cartes C.G.T. placées aient été en majorité rendues ? Comment expliquer le retrait des candidats de la liste C.G.T. sinon par un sordide chantage à l'emploi facilité par l'ambiance générale de chômage ? Etre licencié en Bretagne, c'est tout à fait différent que de l'être à Paris !

A Lorient, comme à Brest ou à Ancenis, les patrons savent bien retourner le sous-développement breton pour leur propre profit ; ils savent jouer du chômage pour obtenir de leurs ouvriers des comportements qui font songer aux prémices du capitalisme et qu'on s'imagine mal, en 1974, intervenir hors de Bretagne.

Pourtant, toutes les conquêtes ouvrières ont été obtenues par la lutte organisée sur des bases de classe claires.

Même en pleine crise économique, même dans les pays touchés en priorité, comme le nôtre, miser sur une union entre patrons et ouvriers, c'est faire le jeu du capitalisme, c'est, pour les ouvriers, faire un marché de dupes.

(1) Après l'U.D.B., d'autres partis ou groupements s'inquiètent de cette crise, dont le B.R.E.I.S., qui signale que le nombre actuel des demandeurs d'emplois est, en Bretagne, nettement supérieur à ce qu'il était à la veille des grandes manifestations du 8 mai 68.

